

Droit de vote des immigrants, une pierre de plus à l'édifice libéral

Dans le cadre du débat sur le Projet de réforme des institutions qui s'ouvre cette semaine, un collectif de 78 associations appelle du 18 au 25 mai à se prononcer par un vote symbolique sur la question du droit de vote et d'éligibilité des étrangers non-communautaires aux élections locales, présenté comme un combat pour un progrès de la démocratie. Qu'en est-il ?

De la négation de la nation à celle de la démocratie

L'argument central de cette revendication tient dans le fait, selon les défenseurs de cette démarche, qu'il ne serait question que de rendre ici justice en élargissant aux résidents non-communautaires un droit déjà acquis aux résidents communautaires, faisant passer ce nouveau droit pour un progrès de la démocratie. Le problème, c'est que le droit de vote aux résidents communautaires apparaît déjà comme un déni de démocratie en regard de ce que représente la nation et que ceci est évidemment la même chose concernant les résidents non-communautaires.

Le vote des résidents communautaires présuppose une notion de conscience européenne commune bien défaillante, à moins que ce droit ne serve en fait à donner l'illusion de cette conscience, car l'Europe libérale n'est en rien le bien commun au-dessus des autres que cette démarche entend imposer. Ce qui est au cœur de ce débat en fait, c'est l'idée même de nation, car qu'est-ce qu'une nation sinon un peuple souverain, et qu'est-ce qu'un peuple souverain, sinon un peuple conscient de ses acquis et de ses valeurs, de ce que représentent les

institutions qu'il s'est donné, et c'est bien cela que l'on essaie par tous les moyens de détruire. La France n'est pas n'importe quel pays de ce point de vue, et il n'est pas si spontané de la faire sienne, contrairement à ce que cet élargissement du droit de vote aux étrangers contient implicitement. Nier cette réalité, c'est nier la notion même de démocratie, c'est considérer que la conscience politique n'existe pas, qu'elle ne se cultive pas, qu'il n'y a pas de spécificité à celle-ci selon les histoires de chaque peuple, de chaque nation.

La France, une histoire et un peuple unique à l'expérience universalisable

« Nous sommes tous des citoyens du monde » crient certains à tu tête, mais oublient de préciser que cela n'est qu'un rêve, car tous les hommes de la planète sont loin d'avoir, ni la même situation matérielle ni la même conscience des enjeux face au libéralisme tonitruent, sinon, une révolution mondiale aurait déjà été faite. On pourrait même rajouter que, l'illusion de croire que tous les hommes de la planète soient, de ce point de vue, politiquement interchangeables au point de leur donner le droit de vote en dehors de toute notion de nationalité, est une arme mise entre les mains des pires ennemis de toute révolution contre l'ordre établi, car c'est faire jouer l'étranger contre la nation qui l'accueille et par voie de conséquence contre le peuple auquel il s'agrège en annihilant la valeur de sa souveraineté. Etre un citoyen du monde implique un processus de prise de conscience qui reste à conquérir et est encore bien peu partagé à l'échelle planétaire, en raison de la diversité et de l'inégalité des situations qui touchent les hommes, les différences de cultures, de pensées, d'institutions sous lesquelles ils vivent.

La Révolution française, le Front populaire, ou les événements de Mai 68 en France qui ont été le théâtre d'une mobilisation unique des travailleurs avec une grève massive dans le

contexte de laquelle de nouvelles grandes conquêtes sociales sont advenues, tels que 35 % d'augmentation du SMIC ou la quatrième semaine de congés payés..., n'ont pas vu le jour ailleurs. Bien des organisations qui sont à l'initiative de cette consultation, et dont nombreux de leurs membres ont été contre le TCE, font à travers cette généralisation du droit de vote aux étrangers sans autre préalable, la négation d'un creuset français de la citoyenneté et de la conscience commune. C'est contribuer ainsi à la justification de la politique qui vise à déposséder le peuple de France, le plus éclairé, de sa capacité de décision et de résistance. La France est une société solidaire avec des acquis les plus avancés au monde, un chemin que les autres peuples n'ont pas parallèlement connus mais dont nombre d'entre-eux s'inspirent, et qui a fini par constituer un modèle opposable au modèle anglo-saxon individualiste. Un modèle français opposable qu'il faut absolument préserver pour qu'il continue à faire des émules, et que la banalisation du droit de vote sans lien avec la nationalité vulnérabilise.

Une provocation qui fait le lit de l'extrême-droite

Certains n'hésitent pas ici à jouer aussi avec le feu. Avec les problèmes bien réels que pose aujourd'hui l'immigration en France, en raison de la crise qui touche notre société et rend de plus en plus difficile les conditions d'intégration et au contraire favorise l'organisation de ghettos, alors que l'immigration clandestine ne cesse de grossir, aller dans le sens de ce droit de vote aux étrangers constitue en réalité une véritable provocation. Elle risque au final de nous valoir comme dans les pays nordiques longtemps réputés très tolérants, des réactions d'exclusion des immigrés, encourageant l'extrême-droite à se refaire une santé à moins que la droite classique ne se sente invitée à élargir sa base vers l'extrême-droite pour assurer demain, devant les difficultés d'une réélection, une majorité à celui qui nous

gouverne.

Pour nous convaincre, on utilise cet argument d'autorité selon lequel, les Français seraient favorables à ce nouveau droit donné aux étrangers, en nous présentant par exemple la dernière consultation ayant eu lieu à Saint-Denis dans le 93 sur ce sujet, comme un succès, avec 64,1% de « oui ». Mais on oublie de nous préciser qu'à peine plus d'un quart des électeurs se sont déplacés pour cette consultation symbolique qui ne vaut que pour ce qu'elle est. Un référendum national sur cette question permettrait peut-être une autre mobilisation de l'électorat et que l'on puisse enfin en débattre sans complexe, pour éclairer les Français sur les enjeux capitaux qui se profilent derrière ce que certains ne veulent faire apparaître puérilement que comme un choix des gentils contre des méchants.

Cette consultation du 18 au 25 mai est organisée avec l'aide de maires socialistes, rendant flagrant le fait que cette consultation se range du côté du parti des artisans de cette Europe capitaliste impériale qu'on nous concocte chaque jour un peu plus.

Des bons sentiments qui jouent en faveur d'une Europe anti-peuples

Nous sommes ici en pleine dérive d'une histoire qu'on entend écrire à la louche d'un dogmatisme antinational, dans la plus pure tradition du gauchisme français. On bascule ici, derrière les fantasmes petits bourgeois de la bonne conscience d'une égalité qui nie les processus historiques essentiels pour réellement y parvenir, dans un soutien inespéré au système dédié à ceux qui s'en mettent plein les poches grâce à lui, et au final dans un soutien à l'antihumanisme. Il n'est pas étonnant que l'on coule des ponts d'or médiatiques au gauchisme sous le sarkozysme régnant, dont on sait qu'il ne risque pas par ses thèses de nuire au capitalisme débridé, bien au contraire, on sait combien il représente un allié sûr contre un véritable projet révolutionnaire.

Cette conception égalitaire qui ne s'intéresse qu'aux bons sentiments, sans rien vouloir voir des processus réels par lesquels les enjeux de notre temps opèrent, appartient à un utopisme suicidaire pour toute idée d'alternative à l'ennemi puissant et bien campé sur ses assises qu'est le capitalisme dominateur et arrogant actuel, contre lequel il faudra inventer bien autre chose pour espérer un jour le faire trembler sur ses bases.

La gauche dite révolutionnaire contre la liberté de penser

Autour de cette revendication en faveur du droit de vote et d'élection des résidents étrangers non-communautaires, il existe à gauche une véritable pression idéologique jouant d'intimidation, tout individu avançant un point de vue différent de cette proposition se voyant immédiatement classé à droite voire même à l'extrême-droite. Une situation dangereuse pour la démocratie et les forces de progrès, car il n'y a rien de pire que d'imposer à la pensée critique le silence sur des questions politiques sur lesquelles il y a urgence, interdisant de mettre en évidence des contradictions qu'il faut absolument lever pour espérer pouvoir construire un projet de société opposable au libéralisme, quitte à remettre en cause le droit de vote aux étrangers ou la régularisation massive des sans-papiers. La question de l'immigration, de la nation, de leurs rapports avec l'Europe libérale et la mondialisation, sont à cet endroit des sujets incontournables et à regarder en passant outre les jugements établis. On sait que l'égalité formelle d'un droit de vote pour tous ne règle rien au fond, quant à la question d'une alternative crédible à la définition du projet d'une société plus juste. C'est même bien pire, cette démarche égalitaire superficielle aggrave la confusion tragique qui règne autour de cet enjeu.

Un droit de vote des étrangers contre l'égalité

Les organisateurs de cette votation en faveur du droit de vote et d'éligibilité de tous les étrangers aux élections locales sont les mêmes à être favorables à donner à ceux-ci le droit de vote tout court, ramenant la nation et l'identité nationale à des formes de racisme... Une logique qui sert merveilleusement les intérêts d'une Europe fédérale, une politique d'intégration européenne qui ne voit qu'à travers le rapport Métropole-Région-Europe et désigne d'obsolète, de ringarde, la notion même de peuple. On en connaît le but, imposer contre les peuples et leur capacité à se défendre, la logique de séparation et de division identitaire, des cultures locales aux communautés ethniques ou religieuses, s'inscrivant dans un modèle anglo-saxon de juxtaposition des communautés et de droits communautaires concurrents. Faire jouer le vote des étrangers en le mettant sur le même plan que le droit des nationaux, c'est ainsi favoriser l'affaiblissement de la capacité à se défendre de notre peuple par la négation de sa souveraineté, et c'est favoriser par là-même l'avènement d'un modèle de société promu par l'Europe libérale s'opposant à tout mélange des individus de différentes origines, à toute idée d'égalité et de République laïque et sociale.

On voit pourquoi et comment une Europe des nations, qui seule était viable pour les peuples en leur laissant autorité sur leurs destins, n'a pu jusqu'alors résister contre l'offensive d'une Europe fédérale des régions. C'est parce que cette dernière a des alliés jusque dans le camp du « non » de gauche au Traité Constitutionnel Européen. Au final, on peut voir comment cette revendication du droit de vote des étrangers élevé au premier rang des priorités participe à mettre en coupe réglée le peuple de France, à nuire à la défense de sa souveraineté, par l'entremise d'un communisme qui a perdu tout sens de la conscience de classe et d'un gauchisme qui ne l'a que rêvé, pour apporter une contribution inespérée à la

suprématie du libéralisme.

Guylain Chevrier

Historien